

# Des dizaines de membres du parlement européen appellent l'UE à soutenir le droit de boycotter

Communiqué de presse, 21 juillet

Plus de 30 membres du parlement *ont appelé* la Haute Représentante de l'UE, Federica Mogherini, à prendre des mesures assurant la liberté d'expression pour le mouvement à direction palestinienne pour la justice et l'égalité *Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS)* et à reconnaître Omar Barghouti, un cofondateur du mouvement BDS, comme un défenseur des droits humains.

Alors que les opinions des signataires sont diverses sur le mouvement BDS, ils ont exprimé leur inquiétude à propos des « tentatives croissantes de faire taire et de réprimer les partisans du BDS » et appelé l'UE à « garantir qu'elle n'introduira pas de mesures visant à limiter la liberté d'expression concernant le Moyen Orient et le BDS ».

Ayant échoué à masquer le soutien croissant et l'impact du mouvement BDS dans l'ensemble de la société civile, *Israël a lancé une campagne anti-démocratique sans précédent* pour faire taire la parole palestinienne et mettre le soutien au BDS hors la loi.

Les attaques provoquées par Israël contre le mouvement BDS opèrent par des pressions sur les gouvernements, les législateurs et les responsables pour *combattre les activités BDS par des mesures répressives* qui représentent une menace aux libertés civiles et politiques en général.

Les 32 parlementaires signataires ont exprimé leur inquiétude concernant les *attaques ciblées, par Israël, de militants soutenant les droits palestiniens par le BDS* et appelé l'UE à « reconnaître en Omar Barghouti un défenseur des droits humains et accorder, à lui et aux autres

défenseurs des droits humains Palestiniens, Israéliens et internationaux, protection et assistance appropriées.

**Aneta Jerska, la coordinatrice de la Coopération Européenne des Comités et Associations pour la Palestine (ECCP)** a déclaré :

« Il est vraiment stimulant de voir qu'un nombre croissant de députés se positionnent clairement en défense du droit des acteurs de la société civile à promouvoir le BDS, comme question de conscience, de libre expression et de moyen non-violent d'expression politique ».

**Riya Hassan, Chargée de Campagne pour l'Europe du Comité National palestinien du BDS**, la plus vaste coalition d'organisations palestiniennes qui dirige et soutient le mouvement BDS, a dit :

« Cette lettre montre que le soutien au droit des citoyens et des organisations à prendre part au mouvement BDS continue d'augmenter en Europe, tout comme il augmente autour du monde. Il y a une préoccupation croissante à propos des attaques en cours contre la démocratie pour aider à protéger Israël des critiques et de ses responsabilités.

« Il est grand temps que l'UE écoute les appels des sociétés civiles palestiniennes et européennes et mette fin à sa complicité avec les violations du droit international et des droits humains par Israël. L'UE doit adhérer à ses propres obligations, protéger la liberté d'expression et de réunion politique des citoyens et assurer la protection des défenseurs palestiniens des droits humains ».

Cette lettre fait écho à la montée des appels de la société politique et civile européenne à protéger la liberté d'expression des militantEs et des organisations impliquées dans l'activité BDS pour les droits palestiniens.

Plus de *350 organisations européennes des droits humains*, syndicats, églises et partis politiques, ont appelé l'Union Européenne à défendre le droit des citoyens et des organisations à boycotter Israël en réponse à son occupation et aux violations des droits palestiniens.

Des représentants des *gouvernements suédois, irlandais et hollandais* ont

défendu publiquement le droit de promouvoir et de mener campagne pour les droits palestiniens, selon de droit international, par le BDS.

Pour la lettre et la liste des signataires, voir [ici](#).